

Microfinance et lutte contre la servitude par dette : les défis de l'innovation

Isabelle Guérin*

La servitude *par dette*¹ représente sans aucun doute l'une des facettes les plus criantes de l'inégalité. Alors que le droit à la liberté individuelle et à l'autonomie sont désormais les mots d'ordre des politiques actuelles de développement – en témoignent les *Rapports sur le développement dans le monde* des dernières années², ce concept reste étranger à des millions de personnes en situation de dépendance quasi totale à l'égard d'un employeur ou d'un recruteur. La servitude par dette peut être définie comme l'état d'un débiteur dans l'obligation de travailler pour un créancier gratuitement ou contre une très faible rémunération du fait d'une dette qu'il a contractée auprès de ce créancier. Fruit de multiples facteurs tant d'ordre économique et social que culturel, le processus de servitude est un phénomène éminemment complexe, reposant sur des rapports de domination et d'aliénation mais aussi de protection – dans bon nombre de cas il n'est d'ailleurs pas excessif d'évoquer le terme de servitude « volontaire ». Enfin, bien loin d'être un résidu de la « tradition », cette forme d'exploitation reste d'une actualité surprenante : elle disparaît dans certains secteurs mais réapparaît dans d'autres, donnant parfois naissance à de nouvelles formes de hiérarchie. De surcroît, la servitude par dette est présente de manière significative dans la plupart des pays qui peinent à imposer la souveraineté de la loi. En dépit de

* Isabelle Guérin, chargée de recherche à l'IRD, est responsable du Programme de recherche sur la microfinance à l'Institut français de Pondichéry.

l'absence de données statistiques précises, on sait que l'Asie du Sud en concentre une grande partie³.

La microfinance, en offrant une alternative à ce type d'endettement, est-elle susceptible de lutter contre le phénomène de la servitude par dette ? Dans des publications précédentes⁴, et à partir d'un projet mis en place par le Bureau international du travail, nous avons déjà posé un certain nombre d'hypothèses, notamment en soulignant l'intérêt d'une approche globale, couplant offre de services (financiers et non financiers, tels que soins de santé, formation, etc.) et actions politiques de sensibilisation et de pression auprès des autorités publiques, des syndicats et des employeurs. Des travaux de terrains complémentaires menés au Bangladesh et au Pakistan permettent de donner davantage de détails sur l'impact de ce dispositif auprès des populations⁵. Le projet pakistanais s'adresse à d'anciens travailleurs asservis qui ont été récemment libérés, l'objectif consistant à les aider à se réinsérer dans une vie « normale ». Le projet bangladaï vise à lutter contre la prostitution infantile en aidant les prostituées mères de famille à diversifier leur activité. L'objet de notre réflexion n'est pas d'apporter une réponse définitive ; il est d'insister sur la nécessité d'innover pour offrir des services financiers à des populations extrêmement vulnérables. Aussi l'article souligne-t-il la complexité des processus de réhabilitation, notamment en pointant du doigt la reproduction de mécanismes hiérarchiques ainsi que leur ambivalence – puisque toute hiérarchie est en même temps source de protection.

Réhabiliter d'anciens travailleurs asservis : un exemple pakistanais

Au Pakistan, la servitude par dette ne fait aucun doute : une étude assez récente met en évidence l'importance du phénomène dans de multiples secteurs⁶. Dans le milieu agricole, et contrairement à d'autres pays (par exemple l'Inde), la servitude par dette est relativement récente. Elle s'est fortement développée lors de la sécheresse des années 1960, les contrats de métayage étant devenus largement défavorables au métayer – tant est si bien que le terme de métayer (*haris*) est aujourd'hui fréquemment employé pour désigner les personnes en situation de servitude. Un processus de libération et de réhabilitation des familles asservies a été initié

au début des années 1990 par une ONG spécialisée dans la défense des droits de l'Homme ainsi que par divers partis politiques. Les familles (près d'un millier au total) ont été transférées dans des camps créés explicitement dans ce but en périphérie de la ville d'Hyderabad, dans la province du Sindh (sud du Pakistan). Le projet de microfinance étudié ici s'adresse aux populations de ces camps et a donc pour objectif de les aider à se « réhabiliter » et à retrouver une place dans une vie « normale ».

La vie quotidienne : tensions, conflits, hiérarchies

On compte au total sept camps, rassemblant chacun entre 70 et 150 familles. Ceux situés en proche périphérie d'Hyderabad ressemblent ni plus ni moins à des bidonvilles, tandis que les camps implantés à plusieurs dizaines de kilomètres s'apparentent davantage à de petits hameaux. Commençons par insister sur la vulnérabilité très forte de la population ciblée. Certains travailleurs asservis ne l'ont été que quelques années alors que certains autres le sont depuis leur enfance ; néanmoins, contrairement à diverses régions de l'Inde, la transmission intergénérationnelle est exceptionnelle. En revanche, la plupart ont toujours travaillé dans le secteur agricole et n'ont généralement aucun autre savoir-faire ; la reconversion est d'autant plus difficile que leur statut de résident de camp joue comme un marquage social. Outre la faiblesse et l'irrégularité de leurs revenus, outre le caractère avilissant et honteux de leurs occupations (collecte de déchets et mendicité pour les plus démunis ; voir tableau 1), ces personnes subissent un harcèlement permanent de la part des forces de l'ordre.

Les personnes expriment généralement une méfiance très vive à l'égard de toute intervention extérieure et, plus généralement, à l'égard d'autrui. La diversité d'origine des migrants – diversité tant en termes de religion (hindous, musulmans, chrétiens), de caste (avec principalement des *koolies*, *bheels*, *oads*) et enfin de langage (principalement *urdu* et *sindhi* mais aussi d'autres dialectes locaux) – exacerbe ce climat de défiance interpersonnelle. Les camps sont organisés en communautés relativement proches les unes aux autres. Tensions, rivalités et conflits rythment la vie quotidienne, et ce climat de tension permanent est d'autant plus vif que certaines communautés ont réussi à exercer une certaine hégémonie. Leurs chefs sont généralement eux-mêmes patronnés par une organisation extérieure, parti politique ou ONG, qui a

Tableau 1 : Principaux métiers des résidents des camps

Profession	Profil des personnes et principales contraintes	Revenu moyen*
<ul style="list-style-type: none"> employés permanents (entreprises, domestiques) hommes et femmes 	<ul style="list-style-type: none"> camps urbains réservé à une minorité éduquée et disposant de capital social 	1 500 – 4 500 PKR / mois (21 – 62€)
<ul style="list-style-type: none"> travailleurs journaliers agricoles hommes et femmes 	<ul style="list-style-type: none"> camps ruraux retards de paiement (les délais sont plutôt la règle) 	30 – 100 PKR / jour (0,4 – 1,4€)
<ul style="list-style-type: none"> travailleurs journaliers en industrie hommes et femmes 	<ul style="list-style-type: none"> camps urbains retards de paiement 	30 – 100 PKR / jour (0,4 – 1,4€)
<ul style="list-style-type: none"> travailleurs saisonniers migrants dans la province du Sindh (récolte de coton et de canne à sucre) hommes, femmes, enfants 	suppose d'être en relation avec un <i>jamindar</i> (intermédiaire de main-d'œuvre) et de trouver un « bon » <i>jamindar</i> (honnête et qui paie sans délai)	30 – 100 PKR par jour (0,4 – 1,4€)
<ul style="list-style-type: none"> travailleur individuel (surtout petit commerce d'alimentation, fixe ou itinérant) hommes principalement 	suppose un minimum de capital humain, social et financier ; les échecs sont légion	très variable
<ul style="list-style-type: none"> collecteurs de déchets hommes principalement, souvent aidés par leurs enfants 	<ul style="list-style-type: none"> camps urbains forte dépendance envers les grossistes marché limité, irrégulier et rapidement saturé harcèlement permanent de la part des forces de l'ordre 	20 – 120 PKR par jour (0,27-1,66€)
<ul style="list-style-type: none"> mendiants hommes, femmes, enfants 	<ul style="list-style-type: none"> camps urbains harcèlement permanent de la part des forces de l'ordre 	20 – 60 PKR par jour (0,27-0,83€)
<ul style="list-style-type: none"> autres emplois informels (par exemple la production de liqueur) 	<ul style="list-style-type: none"> camps urbains; capital humain, social et financier minimum harcèlement permanent de la part des forces de l'ordre activité stoppée temporairement au moment de l'enquête du fait des contrôles de police 	variable, virtuellement très lucratif

* PKR = roupies pakistanaises (1 € = 73,32 PKR en août 2005)

joué un grand rôle dans la libération des familles et qui revendique en quelque sorte la « propriété » des camps. Même si ces chefs et leurs « patrons » assurent certaines fonctions d'intérêt collectif (accès à l'eau et à l'électricité notamment), il semble néanmoins que la plupart abusent de leur position et rançonnent régulièrement les familles.

Les communautés fonctionnent elles-mêmes de manière très hiérarchique. Bon nombre de familles sont organisées sous la forme de familles étendues (*joint-families*) voire de « clusters » (communauté originaire du même lieu, qui regroupent plusieurs dizaines de personnes). Le mode de gestion des budgets familiaux, et plus précisément le degré de centralisation des décisions, est très révélateur de la nature des relations intrafamiliales. Grossièrement, on peut opposer un modèle « décentralisé », où chaque membre, y compris les adolescents, dispose de son propre budget ou tout au moins d'une partie, et un modèle « centralisé », où une seule personne concentre les revenus et prend la plupart des décisions. Le second modèle peut s'avérer plus opérant en termes de mobilisation d'épargne et donc de protection sociale ; en revanche il est souvent profondément inégalitaire, le mécanisme de redistribution étant en général largement en défaveur des jeunes et des femmes⁷.

Parallèlement aux services de microfinance qui leur sont proposés, toutes les familles jonglent avec de multiples pratiques financières informelles. L'une d'entre elles mérite que l'on s'y attarde : le prêteur fait aussi office de « garde-monnaie »⁸ et assure généralement d'autres fonctions (conseils, règlement de conflits, négociation avec la police, etc.), si bien que leurs protégés les qualifient de « patrons » ou encore de « gardiens ». Donnons trois exemples, fréquemment rencontrés :

- Le grossiste : il procure le matin une « avance »⁹, qui sera remboursée dans la soirée. Lorsque le grossiste et le détaillant ont de bonnes relations, le dernier demande au premier de conserver une partie de son revenu hebdomadaire, les comptes étant notés dans un petit cahier.
- L'intermédiaire (*jamindar*) en charge du recrutement de la main-d'œuvre pour la migration saisonnière (coton, canne à sucre) : une « avance »¹⁰ est systématiquement donnée en début de saison. Un prélèvement de 40 à 60% du salaire hebdomadaire

permettra de rembourser graduellement l'avance. Néanmoins, le prélèvement se poursuit au-delà du remboursement, si bien qu'en fin de saison le *jamindar* est généralement débiteur et verse un solde aux travailleurs. Ces derniers le demandent eux-mêmes car c'est souvent pour eux le seul moyen d'épargner des sommes de quelque importance (plusieurs milliers de roupies). Parmi l'ensemble de la population des camps, les migrants saisonniers sont ceux qui épargnent le plus.

- Les employeurs particuliers de travailleurs domestiques : l'employeur offre régulièrement des avances¹¹, certaines se transformeront en dons ; de plus, la plupart des employé(e)s demandent à leur employeur de conserver une partie de leur salaire.

Ce type de relation est toujours très ambigu. Ce que les personnes qualifient d'épargne peut tout aussi bien être un retard de paiement, puisque la plupart d'entre elles sont illettrées et peuvent aisément être dupées. Entre exploitation et, au contraire, respect mutuel et protection, la frontière est très fine et peut évoluer à tout moment. Il n'en reste pas moins que les personnes capables d'épargner sont bel et bien celles qui bénéficient d'un « gardien » dans leur entourage.

Les contraintes financières : le poids des cérémonies

À l'instar de toute population vulnérable, les dépenses de santé (l'offre de soins proposée par le projet s'avère donc insuffisante), l'irrégularité des revenus et enfin les cérémonies familiales – en particulier des mariages – sont les principales contraintes financières. Or le fait de cumuler le statut de migrant et celui d'ancien travailleur asservi rendent leur satisfaction encore plus ardue qu'ailleurs. Tout d'abord, dans un contexte où les règles d'alliance restent largement endogamiques, l'éloignement avec la communauté d'origine est un premier obstacle, que l'image hélas détestable des camps ne fait qu'aggraver. L'éloignement pose aussi un problème d'ordre pratique : la parenté – proche et éloignée – est supposée participer au financement des cérémonies, dont le coût varie entre 20 000 et 50 000 roupies minimum, soit de 30 à 50 mois de salaire¹². Cette contribution s'inscrit dans un système de réciprocité élargie : dons et contre-dons s'étendent sur plusieurs générations, avec néanmoins des comptes très précis permettant de

s'assurer que chacun a bien récupéré sa mise. Or la distance est bien évidemment dissuasive, et les défailnants disposent là d'un prétexte légitime pour se soustraire à leurs obligations. Le choix du lieu de la cérémonie (au village natal ou dans le camp) est donc bien souvent le résultat d'un arbitrage savant. Réduire de tels échanges à de simples transferts financiers régis par des calculs en termes de coût-avantage serait néanmoins abusif. L'incapacité à honorer leurs obligations et le délitement des liens familiaux qui en résulte sont souvent les premiers regrets exprimés par les résidents des camps, en particulier les plus pauvres, dont on sent véritablement qu'ils sont blessés dans leur amour-propre. Bien que le support familial fasse office de protection, il s'instaure un cercle vicieux où précarité matérielle et isolement social se cumulent et se renforcent mutuellement.

À toutes ces difficultés se rajoutent les habitudes héritées de la période de servitude, lorsque le "maître" (*zamindar*), aussi asservissant soit-il, faisait néanmoins preuve de générosité en organisant des cérémonies grandioses pour son personnel – générosité souvent dissimulée puisque le coût des festivités venait alourdir le poids de la dette.

Précisons enfin que les cérémonies sont bel et bien la seule source de dignité : toute perspective de mobilité économique semble difficile, pour ne pas dire impossible – survivre au quotidien s'apparente déjà à un défi. Beaucoup ont vu leur statut chuter au cours des dernières années : être capable de marier ses enfants dans les meilleures conditions – ou tout au moins dans des conditions acceptables – est bien le seul moyen de maintenir un certain honneur et d'assurer un avenir convenable à leurs enfants¹³.

Lutter contre la prostitution infantile : un exemple bangladaïsi

Avec plus des trois-quarts de sa population vivant avec moins de deux dollars par jour, le Bangladesh est l'un des pays les plus pauvres du monde. Comme partout ailleurs, la prostitution est une profession qui a plusieurs siècles d'existence et le phénomène s'est probablement accentué au cours des dernières décennies : le dénuement, l'extrême faiblesse du statut social et l'absence

Tableau 2 : Contraintes financières et stratégies déployées

	Montant moyen (roupies)	Stratégies de prévention	Stratégies d'adaptation	Conséquences en l'absence d'adaptation
Santé	Difficile à assumer au-delà de 1000	Épargne à domicile (une minorité)	<ul style="list-style-type: none"> • diminution des dépenses (alimentation) • décapitalisation (vente de biens) • travail des enfants, des femmes et des personnes âgées • migration saisonnière • mendicité (pour certains, c'est une occupation permanente) • pratiques informelles d'emprunt : boutiquier, prêteur informel, chef local ; peu d'occasions d'accéder à l'emprunt formel 	Démarrage d'un cercle vicieux où problèmes de santé et extrême pauvreté se cumulent
Irrégularité des revenus		Épargne à domicile (une minorité)		
Événements liés au cycle de vie	De 4 000 à 50 000 (cérémonie, dot)	Accumulation progressive (une minorité)		Recul de l'âge du mariage (d'où majoration des coûts), dégradation du statut social
Dépenses sociales (festivals, cérémonies)	De 500 à 2 000	Épargne à domicile (une minorité)		Isolement, délitement des liens familiaux

d'occasions d'éducation et d'emploi ont poussé de nombreuses femmes à se prostituer ou à s'exposer à d'autres formes d'exploitation sexuelle. Selon les ONG, plus de 150 000 femmes se livrent à la prostitution au Bangladesh, tandis que les statistiques officielles du gouvernement n'en reconnaissent que 9 000¹⁴. Plus encore qu'ailleurs, et notamment du fait du poids de l'islam et de la *Purdah*, les prostitué(e)s sont considérées comme des rebus de la société et l'apparition du virus du sida n'a fait qu'exacerber ce sentiment de déni. Au début du XIX^e siècle, le recensement décennal de l'Inde classe l'activité de prostitution dans la catégorie « travail non agricole et non qualifié ». En 1991, les prostitué(e)s apparaissent dans le recensement national du Bangladesh comme mendiant(e)s et vagabond(e)s, dans la sous-catégorie « divers ». Les femmes vivent généralement recluses dans des quartiers spécifiques – sortes de maisons closes qui s'apparentent à de véritables villes dans la ville, disposant de leurs propres échoppes et de leurs propres instances de pouvoir. Ces lieux font l'objet d'agressions régulières de la part des réseaux religieux fondamentalistes (agressions qui vont du simple racket à la destruction pure et simple, mettant ainsi des milliers de femmes à la rue). Une fois entraînées dans la profession, les femmes ne sortent que très peu des espaces qui leur sont réservés et le mépris dont elles sont l'objet va jusqu'à leur refuser le droit aux rites funéraires de base.

À environ 150 km au nord-ouest de Dhaka, la maison close de Kandapara est située au cœur de la ville de Tangail, où l'on compte 900 femmes prostituées légalement enregistrées¹⁵, mais dont le nombre réel est probablement plus proche de 1 200. On estime également qu'environ 350 enfants vivent dans ce quartier et qu'une centaine d'entre eux se prostituent. D'une femme à l'autre, quelles que soient les générations, les histoires se répètent et se ressemblent. Certaines ont été attirées par une promesse de mariage ou d'emploi. D'autres ont été vendues par leur famille pour une somme d'argent ou tout simplement pour rembourser un prêt de quelques milliers de *taka* (le prix de vente d'une jeune fille varie entre 7 000 et 30 000 *taka*¹⁶). D'autres encore, abandonnées par leur époux, n'ont eu d'autre alternative que la prostitution. D'autres encore y sont venues « volontairement » selon leur propre dire : nées dans des familles très pauvres, elles ont migré en ville, où elles n'ont pu trouver d'autre emploi. D'autres enfin sont nées et

ont grandi à l'intérieur du quartier, et reprennent ou complètent l'activité de leur mère lorsque cette dernière dépasse un certain âge (en général entre trente et quarante ans). Entrées et sorties sont relativement fréquentes : certaines ne viennent que pour une période transitoire (faire face à une dépense bien précise), d'autres parviennent à se marier avec l'un de leurs clients (mais les divorces sont également fréquents, et beaucoup reviennent). D'autres enfin se déplacent d'un lieu de prostitution à l'autre.

Pour toute nouvelle arrivante, il est difficile d'échapper au principe de cooptation par une ancienne. Celle-ci, qualifiée de *sardani*, lui fait l'avance nécessaire pour les premières dépenses : la licence d'exercice de la profession (1 000 *taka*) ainsi que « l'investissement » initial de 7 000 à 10 000 *taka* (maquillage, vêtements, bijoux, et éventuellement pot-de-vin à la police pour les mineures. En retour, la jeune prostituée (qualifiée de *chukri*) travaille gratuitement, en général pendant une période d'un an, mais parfois beaucoup plus. On est probablement en présence de l'une des pires formes de servitude par dette. Celles qui parviennent à échapper à ce système doivent néanmoins payer une certaine somme au « comité » de la maison close, qui comprend une trentaine de personnes aux statuts divers : propriétaires des chambres, *sardanis* mais aussi quelques influents *babus*, sortes de clients réguliers généralement fidèles à une prostituée dont ils assurent la protection mais aussi probablement l'exploitation, nous y reviendrons.

Outre le poids des hiérarchies internes, les femmes subissent en permanence une multitude de pressions extérieures exercées par diverses mafias locales, dont certaines, au nom du fondamentalisme religieux, procèdent à des fréquents rackets. Les femmes versent régulièrement de fortes sommes également aux policiers locaux en contrepartie plus ou moins explicite de leur tolérance à l'égard de l'enrôlement de jeunes mineures. Il existe une association des prostituées, officiellement supposée défendre les droits et intérêts des femmes mais, vraisemblablement, ne bénéficiant qu'à une minorité.

Un tel contexte, on s'en doute, pose de multiples défis à quiconque souhaite intervenir. Négocier avec l'ensemble des parties prenantes fait nécessairement partie du travail ordinaire de compromis, d'ententes et d'arrangements implicites. Par ailleurs, la violence quotidienne, tant verbale que physique, est d'une

intensité considérable : outre la brutalité des clients, des propriétaires de chambres et des proxénètes (hommes ou femmes, dont les *sardanis* mentionnées plus haut), les règlements de compte entre femmes, notamment du fait d'une concurrence aiguë, sont aussi légion.

Une large diversité de situations

D'après une enquête réalisée par l'ONG chargée de la mise en œuvre du projet de microfinance décrit ici, les revenus mensuels sont en moyenne de 6 157 *taka*, montant relativement élevé si l'on compare avec le niveau de vie moyen au Bangladesh (le seuil national de pauvreté est fixé à 1 200 *taka* par mois). Toutefois, ce montant nécessite d'être rapporté au contexte. Les femmes ont des dépenses élevées (bijoux, vêtements, cosmétiques, mais aussi soins de santé, les périodes de grossesse étant particulièrement problématiques). Elles sont également soumises à diverses formes de « prélèvements » obligatoires, en particuliers ceux de la police. Les revenus sont irréguliers et très limités lors de certaines périodes de l'année, certaines étant prévisibles (*Ramadan*), d'autres non (descentes ou menace de descentes de la police ou de l'armée, grèves générales, relativement fréquentes au Bangladesh). Enfin, il existe une très grande hétérogénéité de situations. D'après nos observations, les revenus quotidiens varient entre 50 et 2 000 *taka*. Les *chukri*, qui dépendent des *sardani*, ne perçoivent aucune rémunération. À l'issue de leur période « d'apprentissage », les femmes sont normalement libres de gérer leurs revenus ; en pratique, il semble que la maîtrise des revenus soit très aléatoire. Enfin, comme dans toute activité de prostitution, le montant des revenus perçus dépend étroitement de « l'apparence » des femmes, ainsi que de leur âge. À partir de la trentaine, la concurrence commence déjà à se faire sentir et, au-delà de la quarantaine, les femmes sont contraintes de trouver une alternative. « Acheter » une *chukri* est une première option, ce qui suppose néanmoins de disposer de la somme nécessaire. Certaines, par principe, refusent ce système d'exploitation. « Adopter » une jeune prostituée est une pratique assez courante : la « mère » s'occupe des tâches domestiques (cuisine, ménage) et la « fille » assure les besoins de sa « mère ». Les plus chanceuses parviennent à quitter le lieu, soit grâce à leurs propres économies, soit en se mariant – généralement

avec un de leurs clients. Les plus démunies sont condamnées à mendier. Enfin, certaines femmes parviennent à diversifier leurs activités mais les occasions sont rares, nous y reviendrons.

Le support de l'entourage : entre protection et exploitation

Au-delà de l'âge et de l'apparence des femmes, l'intensité et la nature des relations sociales expliquent probablement beaucoup la diversité des situations.

La famille joue un rôle décisif, avec trois scénarios possibles. Certaines femmes n'ont jamais osé avouer leur situation, elles ont quitté le village en laissant croire qu'elles travaillaient comme domestique ou ouvrière. Non seulement elles sont supposées aider régulièrement leur famille, mais il leur est difficile de solliciter une aide quelconque ; elles vivent avec la crainte permanente d'être dévoilées. Inversement, certaines femmes bénéficient d'un soutien intensif et suivi : aide financière régulière, accueil des enfants au village, etc. Néanmoins ce support est ambigu : il s'inscrit nécessairement dans des échanges réciproques et le caractère plus ou moins équilibré des relations est difficile à apprécier. Certes, certaines prostituées peuvent compter sur le soutien de leur entourage, mais en retour elles assurent la survie de familles entières.

Au-delà de la famille, le *babu* fait également partie des personnes-clef de l'entourage. Le terme *babu*, qualifiant un personnage éminent, désigne ici un client régulier devenu en quelque sorte le « gardien », dont le rôle est extrêmement équivoque. La plupart du temps, le *babu* ne paie pas les services mais assiste régulièrement sa protégée, notamment en cas de grossesse. Certains ne sont *babu* que de manière temporaire (ils offrent une avance qui sera remboursée ultérieurement sous forme de services) et sont ainsi qualifiés de « *semi-babu* ». La plupart des *babu* habitent à l'extérieur du quartier et ont leur propre famille. Enfin ce type de relation, on peut s'en douter, peut conduire au meilleur – un mariage heureux et une sortie de la prostitution – comme au pire : le *babu* n'est ni plus ni moins qu'un proxénète, qui contrôle l'ensemble des revenus et des biens (y compris les prêts auxquels la prostituée peut avoir accès). Il arrive même que certaines prostituées aient en charge l'ensemble de la famille du *babu*. D'autres, échaudées par des histoires malencontreuses,

refusent délibérément tout client fidèle. Elles sont néanmoins nombreuses, en dépit des avertissements réguliers du personnel de l'ONG, à rechercher un « bon » *babu*. Leur détresse psychologique explique probablement ce besoin de protection, sans compter que quelques belles histoires de mariages heureux permettent d'entretenir le rêve et l'espoir.

Mentionnons également les relations établies avec les ONG : trois ou quatre d'entre elles interviennent activement dans le quartier et certaines prostituées se sont transformées en de véritables « courtières »¹⁷ : non seulement elles accèdent à de nombreux services avec lesquels elles parviennent à jongler quotidiennement, y compris des emplois salariés d'animatrices, mais encore peuvent pour certaines en profiter pour mieux asseoir leur domination.

Principales contraintes financières : dépenses de santé et vieillissement

Le tableau 3 retient deux hypothèses extrêmes pour modéliser les stratégies éventuellement adoptées afin de répondre aux contraintes financières auxquelles les femmes sont confrontées. Les femmes les plus « aisées » disposent dans ce modèle d'un « bon » *babu* (qui peut se transformer en « méchant » à tout moment), d'un soutien régulier de la part de leur famille, d'une clientèle fidèle, d'une autre source de revenu (petit commerce, pousse-pousse), d'un patrimoine (épargne bancaire, terre voire habitation à l'extérieur du bordel en vue de leur sortie). Quant aux plus pauvres, elles affrontent une absence de soutien de la famille, des problèmes réguliers de santé et/ou un âge avancé.

Les défis de l'innovation

Les produits d'épargne : trouver le bon équilibre entre « discipline » et liquidité

L'absence de cohésion sociale et le climat de méfiance généralisée ont rapidement conduit les deux ONG à abandonner l'approche collective initialement prévue ; les produits d'épargne sont donc individuels.

Pour les *haris* au Pakistan, après plusieurs tentatives infructueuses, le principe adopté a finalement été une légère adaptation d'un système déjà pratiqué de manière informelle : une

Tableau 3 : Contraintes financières et stratégies des prostituées

Contraintes	Stratégies des plus aisées	Stratégies des plus pauvres
Irrégularité des revenus, descentes de la police, de l'armée ou de mafias, Ramadan	support de la famille et/ou du <i>babu</i> ; épargne (principalement dans une boîte cachée dans leur chambre)	mendicité ; avance des clients ; emprunt (taux d'intérêt généralement très élevés)
Dépenses de santé	idem	absence de soins de santé (ce qui provoque rapidement un cercle vicieux)
Éducation des enfants	la famille s'occupe des enfants dans le village d'origine ; certaines femmes épargnent sur un compte bancaire en vue de l'avenir de leurs enfants	les enfants vivent sur le lieu de prostitution
Grossesse	<i>Babu</i> ; achat d'une <i>chukri</i> ; aide de l'entourage familial ; épargne bancaire	vente du fœtus ; emprunt auprès de prêteurs informels privés (taux d'intérêt généralement élevés)
Vieillesse	Support de la famille ; prostitution de sa propre fille ; achat d'une <i>chukri</i> ; « adoption » d'une jeune prostituée ; diversification d'activité ; mariage	mendicité ; prostitution de sa propre fille ; « adoption » d'une jeune prostituée

tirelire en métal, conservée au domicile et fermée à clef – la clef étant gardée par le personnel du projet. Toutes les deux semaines, les tirelires sont ouvertes ; l'opération a lieu en plein air et s'apparente d'ailleurs à un véritable événement public. Les épargnants ont le choix entre retirer leur épargne ou la transférer sur un compte bancaire (avec un compte bancaire par camp ou par communauté). Simultanément, le personnel du projet offre des conseils, avec deux objectifs principaux : convaincre les clients de l'utilité de l'épargne, même s'il ne s'agit que d'une roupie par jour ; les aider à analyser leurs revenus, leurs dépenses et à planifier – ou du moins tenter de planifier – les grosses charges à venir.

Pour les prostituées, le produit proposé se résume à un compte d'épargne individuel, localisé dans le bureau de l'ONG, qui se situe en face de l'entrée du quartier (voir tableau 4).

Tableau 4 : Caractéristiques des produits d'épargne

Produit financier	produit d'épargne individuel (Bangladesh)	tirelire (Pakistan)
Population cible	prostituées	travailleurs asservis libérés
Produit	compte individuel	tirelire individuelle ou familiale
Épargne obligatoire ou volontaire	minimum : 10 <i>taka</i> par semaine (en pratique, plus flexible)	minimum : 15 roupies toutes les deux semaines (en pratique plus flexible)
Périodicité de la collecte	aux heures d'ouverture du bureau (9h-18h), du lundi au samedi	à tout moment (la tirelire est au domicile)
Lieu de collecte	bureau proche de l'ONG	domicile (tirelire fermée avec une clef gardée par l'ONG)
Sécurité	transfert immédiat sur le compte bancaire de l'ONG	transfert toutes les deux semaines sur un compte d'épargne bancaire collectif
Liquidité	retrait à vue	retrait possible toutes les deux semaines
L'innovant	<ul style="list-style-type: none"> • compte individuel • forte liquidité (proximité) 	<ul style="list-style-type: none"> • compte individuel • aucun coût de transaction • combinaison de flexibilité et de sécurité

En quoi est-ce innovant ?

Dans les deux contextes, avoir réussi à créer des relations de proximité et de confiance est en soi un résultat, une innovation. Concernant le projet bangladaïsi, la plupart des femmes ont été dupées, escroquées et abusées à multiples reprises. Que nombre d'entre elles soient spontanément venues déposer leurs bijoux suite à une menace de racket révèle la qualité des rapports établis avec le personnel de l'ONG. Les travailleurs sociaux, impliqués dans le quartier depuis de nombreuses années, connaissent l'histoire personnelle de chaque femme. Les services complémentaires jouent également un rôle déterminant, en particulier le centre d'hébergement et de formation destiné aux enfants car c'est souvent le seul moyen d'offrir à ceux-ci un avenir hors de la prostitution. Compte tenu des dépenses de santé, l'offre de soin à titre gratuit ou tarif préférentiel (en fonction de la gravité de la maladie). Enfin l'accessibilité mérite d'être mentionnée : les femmes n'ont que quelques pas à faire pour déposer ou retirer leur épargne, ce qui leur permet à la fois de se prémunir contre des risques d'extorsion et de retirer du liquide en cas d'urgence (tout en étant suffisamment loin pour leur permettre d'éviter de « gaspiller »). En fonction des profils, les motivations sont évidemment très variées : pour les plus pauvres, cette nouvelle forme d'épargne représente avant tout un filet de survie. Même si les montants restent limités, le principe de l'acte d'épargne leur permet d'envisager ce qui jusque-là semblait totalement hors de portée : sortir de la prostitution (*via* l'achat de terrain) pour elles ou tout au moins pour leurs filles. Les plus aisées, qui disposaient déjà d'un compte bancaire, préfèrent la souplesse de cette nouvelle option et sont également attirées par la promesse d'octroi d'un prêt. La combinaison d'une épargne et d'un prêt permet d'accélérer la réalisation d'un projet déjà mûri de longue date (achat de terrain et construction d'une habitation). Notons toutefois que, parmi les plus aisées, nombreuses sont celles qui « placent » une large partie de leur épargne en prêtant à intérêt à leur entourage : c'est la formule la plus lucrative (les taux d'intérêt mensuels vont de 5 à 25%). L'épargne reste par ailleurs relativement liquide : en cas d'urgence, les emprunteurs sont sommés de rembourser rapidement, les prêteuses disposant de divers de moyens de pression pour parvenir à leurs fins.

Tableau 5 : Prostituées au Bangladesh : avantages et inconvénients des produits d'épargne

Pratiques	Limites	Avantages et inconvénients	Résultat
<i>Les plus aisées :</i> <ul style="list-style-type: none"> comptes bancaires placement sous forme de prêt à intérêt (dans le quartier) 	<ul style="list-style-type: none"> capital humain et social nécessaire coût d'opportunité (transport, longueur des procédures) 	<ul style="list-style-type: none"> grande accessibilité possibilité d'obtenir un prêt moins lucratif que les placements sous forme de prêt 	<ul style="list-style-type: none"> accélération de la réalisation des projets (surtout quitter le métier et le quartier)
<i>Les plus pauvres :</i> <ul style="list-style-type: none"> liquide à domicile (boîte en métal) parfois de l'or 	<ul style="list-style-type: none"> absence de sécurité (vol, incendie, racket) incitation à dépenser 	<ul style="list-style-type: none"> sécurité quasi-liquidité faible incitation à dépenser 	<ul style="list-style-type: none"> filet de survie émergence (pour certaines) de plans à long terme

Tableau 6 : *Haris* au Pakistan : avantages et inconvénients de la tirelire

Pratiques	Limites	Avantages	Résultat
<ul style="list-style-type: none"> liquide à domicile ou à proximité biens (or, tissus, vaisselle, etc.) garde-monnaie (employeur, intermédiaire de main-d'œuvre, grossiste) échanges réciproci-taires 	<ul style="list-style-type: none"> irrégularité (en particulier pour les travailleurs journaliers) absence de sécurité manque de « discipline » pressions extérieures risque d'exploitation principalement mobiles sociaux 	<ul style="list-style-type: none"> accessibilité liberté (montant, périodicité) frein aux pressions extérieures 	<ul style="list-style-type: none"> épargne plus régulière émergence de plans à long terme promotion de pratiques individuelles et de projets personnels

Tableau 7 : L'offre de microcrédit

	<i>Haris</i>	Prostituées
Montant moyen	3 333 roupies (46 €)	de 5000 à 20 000 <i>taka</i> selon l'usage (70-280 €)
Durée	12 mois	12 mois
Remboursement	12 remboursements mensuels	12 remboursements mensuels
Taux d'intérêt	20% (sur montant restant dû)	15% annuel
Conditions	9 mois d'ancienneté dans le camp ; épargne préalable (10%) ; 3 garants	épargne préalable (10%)
Montant cumulé		1 100 000 <i>taka</i> (15 235€)
En cours	126 prêts 420 000 roupies (5 772€)	116 prêts 377 016 <i>taka</i> (5 222€)
Utilisation théorique	<ul style="list-style-type: none"> • activité commerciale (56%) • élevage (44%) 	<ul style="list-style-type: none"> • commerce (33%) • élevage (11%) • habitation et achat de terrain (44%) • consolidation de dette (8%) • autres (4%)
Utilisation effective	un tiers des prêts seraient utilisés pour des dépenses sociales	une faible proportion est utilisée pour des dépenses sociales
Taux de remboursement	81% (3 mois)	68% (1 mois) 9% (1 an)

La plupart des *haris* au Pakistan épargnaient déjà sous diverses formes (liquide conservé à domicile ou remis à une personne de confiance), biens de valeur (or et petit bétail pour les plus aisés, vaisselle, tissus, céréales, etc.). Indépendamment du montant souvent très limité de cette épargne, ces pratiques ont de nombreuses limites. L'absence de sécurité, tout d'abord : comment trouver un lieu sûr, à l'abri des vols – y compris des autres membres de la famille –, à l'abri également des incendies ou des inondations ? Les tentations quotidiennes ensuite (l'alcool, le tabac ou le jeu pour les hommes, les bijoux et la pacotille pour les femmes, les sucreries pour les enfants), auxquelles il faut ajouter les sollicitations incessantes de l'entourage, tant légitimes (proche dans le besoin) qu'illégitimes (rackets notamment) Aussi, et ce

sans parler de la faiblesse des revenus, épargner en vue d'un projet à long terme s'apparente à un véritable défi ; d'où le succès de formes d'épargne imposant une certaine « discipline » et assurant la sécurité de cette épargne (voir tableau 6).

L'offre de microcrédit

L'offre de microcrédit a été adaptée plusieurs fois, en particulier pour rendre les produits plus flexibles et plus accessibles (voir tableau 7).

– **Le microcrédit pour les prostituées : à qui profitent les bénéfiques ?**

Ici encore, il convient de noter la diversité des profils. Comme nous l'avons vu, celles qui parviennent à acheter une maison ou un terrain disposent d'une épargne préalable ou se font aider par leur entourage (famille ou *babu*). Les plus aisées jonglent déjà avec plusieurs activités : l'accès au microcrédit n'est qu'une occasion supplémentaire que certaines utilisent d'ailleurs pour prêter à leur tour. Pour les plus démunies, racheter d'anciennes dettes est une pratique les soulageant d'un poids tant financier (taux d'intérêt allant jusqu'à 10% par jour) que moral (violence verbale, physique, y compris sexuelle, en particulier de la part des propriétaires de chambre). L'objectif ultime de ce projet étant de permettre aux femmes de développer à terme une activité alternative génératrice de revenu, on espère donc qu'elles n'auront pas à embaucher une jeune fille pour compenser le ralentissement de leur activité une fois atteint un certain âge. Or cette diversification est un véritable défi : le soutien d'une personne tierce s'avère toujours indispensable, qu'il s'agisse de leurs enfants, de leur entourage familial ou encore de leur *babu* ; la répartition des bénéfiques est alors très équivoque. Trois scénarios ont été observés.

Dans le premier cas, l'activité est gérée par un ou plusieurs des enfants (petit commerce, *pousse-pousse*). La mère ne bénéficie pas nécessairement de ces revenus – tout en assurant tout ou partie des remboursements – mais il s'agit pour elle d'aider ses enfants à construire leur avenir. Dans le deuxième cas, c'est un frère ou une sœur résidant dans le village natal qui utilise le prêt et prend entièrement en charge l'activité (principalement de l'élevage). Ici encore, le profit n'est pas nécessairement partagé, alors que la prostituée, elle, a systématiquement la charge du remboursement.

Le caractère *a priori* déséquilibré d'un tel arrangement doit être perçu dans l'ensemble des échanges qui régissent les relations familiales. La plupart du temps, la famille s'occupe de l'un, voire de plusieurs enfants de la prostituée. Faire profiter la famille de ce prêt ne représente ni plus ni moins qu'un « rendu » de ce service. On peut supposer que la mère a été condamnée à la prostitution sous la pression familiale – même implicite – et que le support accordé à ses enfants est lui aussi un retour... Bref, on est en présence d'un ensemble complexe de droits et obligations, dont il est extrêmement difficile de voir la justice mais non l'ambivalence.

Il arrive enfin que l'activité soit gérée conjointement avec le *babu*. Dans le meilleur des cas, le *babu* a contribué financièrement : travail et profits sont partagés de manière apparemment équitable. Il se peut aussi que le *babu* soit le principal gérant, les profits étant alors partagés, non seulement avec lui mais encore avec la propre famille de celui-ci. Ici aussi, il s'agit d'une contrepartie à des multiples services prétendument rendus par le *babu* par le passé. Dans certaines situations, l'activité en question est la seule source de revenu du *babu*, elle assure entièrement la survie de sa propre progéniture et de son épouse. Enfin, et c'est le pire des cas, une gestion jointe avait été envisagée mais le *babu* a disparu avec la somme avant même que l'activité ne démarre. La plupart du temps, la prostituée assume l'entière charge des remboursements.

– L'offre de microcrédit pour les *haris* : les défis de la diversification

Compte tenu de la vulnérabilité de la population ciblée, l'offre de microcrédit s'est faite progressivement et avec une extrême prudence. Jusqu'ici l'accès au crédit, même informel, était très limité (voir tableau 2). La demande était donc forte et certains résultats sont très positifs. Certains emprunteurs, en particulier ceux se livrant à un petit commerce ambulancier, ont nettement amélioré la rentabilité de leur activité en se libérant d'une dépendance à l'égard des grossistes. D'autres ont réussi à se diversifier, notamment par l'élevage ou par une petite activité commerciale complétant l'embauche comme journalier dans les entreprises environnantes. L'impact se mesure autant, sinon plus même, à la régularité des revenus qu'à leur augmentation nette. Pour d'autres, les services proposés parviennent tout juste à stopper un processus de dégradation (prêt employé à des fins de

consommation, pour des soins de santé ou pour des dépenses cérémonielles) qui aurait entraîné sinon une migration saisonnière, du moins la mise au travail des enfants.

On compte aussi un certain nombre d'échecs. Le marché étant limité et la compétition rude, le moindre aléa oblige à ponctionner le capital disponible. Si pauvreté et vulnérabilité sont la règle, il reste que certains s'en sortent mieux que d'autres. De toute évidence, les plus vulnérables sont ceux qui sont dépourvus de « capital social », c'est-à-dire l'ensemble des ressources liées à la possession d'un réseau durable de relations qui renforcent la capacité à négocier auprès des employeurs, à se faire payer, à se protéger de la police et des autres chefs. Ne pas maîtriser la langue locale (le *sindhi*) signale la non-appartenance au groupe, donc est un facteur de fragilité, d'où l'importance de la protection assurée par les « patrons », d'où le rôle des familles communautaires.

– Pour les plus démunis : combiner discipline et flexibilité

Alors que l'objectif est de s'adresser aux plus pauvres, et effectivement la plupart des *haris* et des prostituées sont très pauvres, il apparaît non seulement que les plus démunis profitent difficilement des services proposés mais encore que les inégalités risquent de s'en trouver renforcées. Certains effets pervers avaient été observés dès le début du projet et, progressivement, il a été mis en place une diversité de mécanismes – formels et informels – pour équilibrer flexibilité et « discipline » de remboursement. L'existence de filets de sécurité (services de santé gratuits ou quasi-gratuits ainsi que des mesures d'urgence en cas de dégâts lors de la saison des pluies), la mise en place de mécanismes d'incitation positive (prêt supplémentaire et services complémentaires), la recherche de remboursements personnalisés et, enfin, le suivi régulier des situations individuelles sont autant d'éléments permettant d'assurer cet équilibre.

Éviter que l'offre de services ne provoque de nouvelles distorsions est un progrès. Reste néanmoins la question essentielle des prestations à proposer afin d'aider les personnes à améliorer leur sort. Dans les deux contextes, les inégalités se mesurent avant tout en termes de capital culturel et social : éducation et formation sont probablement le seul moyen de combler ce type de lacunes. L'offre de services de formation existe déjà, mais ni leur qualité ni leur intensité ne sont adaptées. S'adresser à des personnes totale-

ment dépourvues de bagage social et culturel adéquat, souffrant d'un manque quasi total de confiance, tant en soi qu'envers autrui, suppose des innovations pédagogiques. Des modules en cours d'élaboration s'inspirent de techniques du *learning conversation* et s'appuient sur les méthodes participantes de type théâtre et jeux de rôle. L'usage de ces outils pour l'éducation financière – à l'instar par exemple de ce que fait l'organisation indienne SEWA¹⁸ – est également une piste à suivre.

Tableau 8 : Flexibilité et discipline

	<i>Haris</i>	Prostitué(e)s
Filets de sécurité	<ul style="list-style-type: none"> • services de santé • secours d'urgence pendant la saison des pluies 	<ul style="list-style-type: none"> • services de santé
Mécanismes d'incitation	<ul style="list-style-type: none"> • prêt supplémentaire • services complémentaires • dans certains camps, pression communautaire 	<ul style="list-style-type: none"> • prêt supplémentaire • services complémentaires
Flexibilité dans le remboursement	remboursement progressif personnalisé	remboursement en « gros »
Formation	insuffisante et inadaptée	insuffisante
Suivi	<ul style="list-style-type: none"> • relations suivies avec le personnel • conseils financiers 	<ul style="list-style-type: none"> • relations suivies avec le personnel

Conclusion

Les services de microfinance, aussi efficaces puissent-ils être, n'ont pas vocation à éliminer la servitude par dette. Une action globale visant à éradiquer le phénomène et s'adressant tant aux autorités publiques qu'aux employeurs et aux syndicats est tout autant essentielle. La mission première d'une organisation comme le Bureau international du travail est précisément d'agir sur le terrain politique, en concertation avec les trois types d'acteurs mentionnés à l'instant et dans tous les domaines qui concernent les conditions de travail, l'objectif général étant de parvenir à un travail décent pour tous. Lorsque la concertation et la sensibilisation ne donnent pas les résultats escomptés – ce qui est le cas pour la servitude par dette –, coupler une action politique avec une

action pragmatique, visant à répondre aux besoins directs des populations, peut être un moyen d'accélérer le processus : c'est la stratégie retenue par le BIT dans certains domaines et ce programme en est une illustration. Insistons sur ce point : bien au-delà de l'aide directe apportée aux populations bénéficiaires, dont le nombre est d'ailleurs très limité, la raison d'être de ce programme réside dans son exemplarité, l'objectif ultime étant d'établir un ou plusieurs modèles d'intervention susceptibles d'être répliqués à grande échelle¹⁹.

Quelles leçons peut-on tirer de ces expériences si nous resituons notre questionnement dans le débat plus général sur le lien entre microfinance et pauvreté ? Au cours des dernières années, de multiples travaux ont montré que la microfinance ne s'adressait pas en priorité aux plus pauvres²⁰. Ce constat a suscité de nombreuses questions. Les plus pauvres ont-ils réellement besoin de services financiers ? Ne faut-il pas en priorité investir dans des infrastructures collectives ? Admettons que les pauvres aient bel et bien besoin de services financiers, quel type de services leur offrir ? Peuvent-ils se contenter de services standards ou bien est-il nécessaire d'en créer de nouveaux ? Un article publié par l'*Asian Development Bank* synthétise les différentes positions des débats en cours et ses conclusions peuvent être résumées de la manière suivante²¹. Tout d'abord, les besoins ne font aucun doute : les plus pauvres, autant sinon plus que les autres, réclament des services financiers, qu'il s'agisse d'épargne, de crédit, d'assurance ou encore de transfert. En revanche, une *adaptation* et une prise en compte de leur extrême vulnérabilité s'avèrent indispensables. Ce dont témoigne à l'envi le fait que la plupart des services de microfinance continuent d'exclure les plus pauvres. Les quelques programmes destinés à ceux-ci enseignent d'une part la nécessité d'une approche individualisée (les plus pauvres n'ont ni le temps ni les ressources nécessaires pour fonctionner en groupe, en particulier pour supporter une forte pression sociale), d'autre part l'exigence de flexibilité et de souplesse, tant en termes de montant que de durée des services proposés. Les deux projets étudiés confirment ces deux enseignements et montrent que la question est celle des coûts : de telles exigences sont difficilement compatibles avec une contrainte de rentabilité financière, y compris sur le long terme comme le démontre l'expérience de *Safesave* au Bangladesh.

De toute évidence, offrir des services financiers aux plus pauvres exige nécessairement des subventions structurelles.

Il semble également indispensable de s'interroger sur les potentialités de la microfinance non pas à lutter contre la pauvreté mais contre les inégalités. L'une des principales conclusions des deux études de cas présentées dans ce chapitre est là : des catégories *a priori* homogènes connaissent de fortes différenciations ; les mieux loties, tout en étant très pauvres, sont aussi celles qui parviennent à tirer le meilleur parti des services proposés. Inégalités entre groupes sociaux et au sein de groupes sociaux *a priori* homogènes, inégalités entre territoires : autant de dimensions qui méritent toute l'attention, tant en amont qu'en aval des projets. D'où la nécessité de mener des études d'impact capables d'appréhender les dynamiques dans la durée car la réduction de certaines inégalités sur le court terme peut s'avérer incompatible avec un nivellement de ces mêmes inégalités sur le long terme.

Annexe 1 : Données socio-économiques nationales

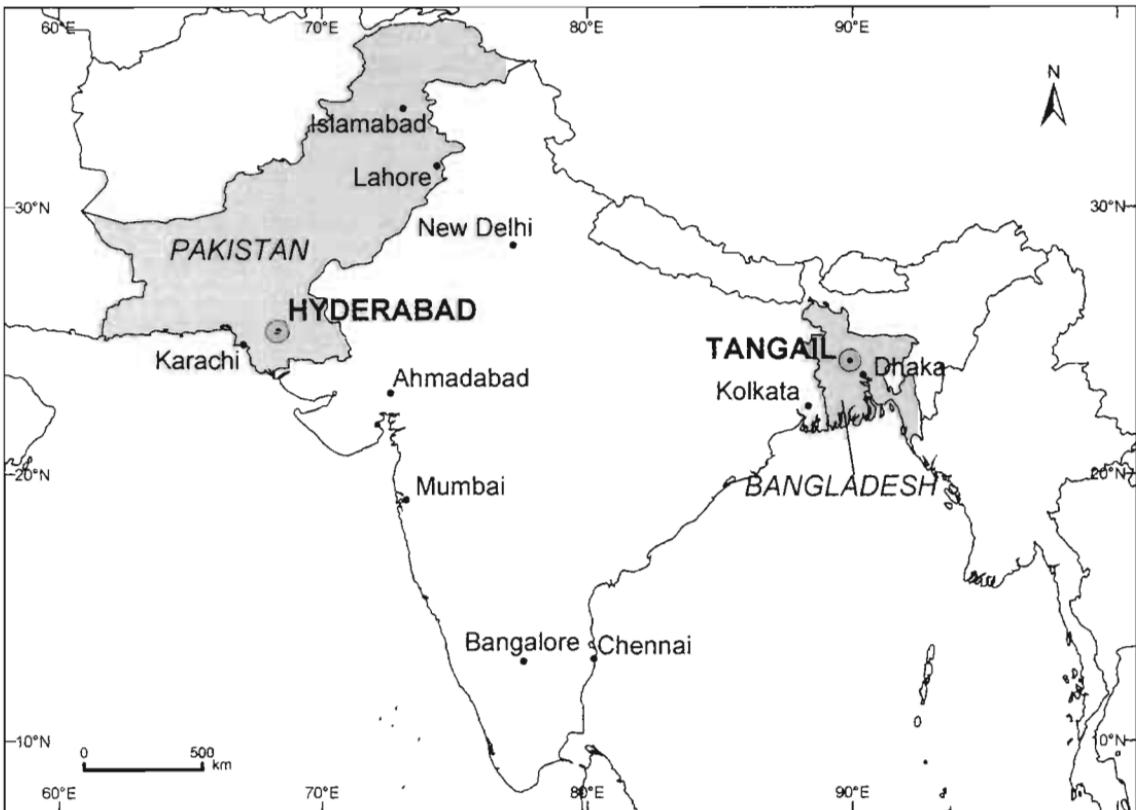
(en 2000 sauf précision)	Bangladesh	Pakistan
Monnaie et change (août 2005)	taka 1 € = 79,97 BDT	roupie 1 € = 73,32 PKR
Superficie (km ²)	144 000	796 000
Population (en millions)	137,4	141,3
Indice de masculinité (2002)	105	105
Population urbaine	25%	33,1%
PIB par tête (USD ppa)	1 602	1 928
Écart des revenus (coef. de Gini)	33,6%	31,2%
Population vivant avec moins de 2USD par jour	77,8%	84,6%
Développement humain		
• classement (sur 173 pays)	145	138
• indicateur	0,478	0,499
Indicateur sexospécifique du développement humain		
• classement (sur 146 pays)	121	120
• indicateur	0,468	0,468
Espérance de vie à la naissance	58,1	59,0
Taux de mortalité infantile (<5 ans)	82‰	110‰
Taux d'alphabétisation	41,3%	43,2%
• hommes	52,3%	57,5%
• femmes	29,9%	27,9%
Population ayant accès à un point d'eau aménagé	97%	88%
Population active (enfants compris)	47,3%	29,0%
dont féminine	37,8%	15,6%
Taux net de migration (2002)	-0,75‰	-0,79‰

Sources : PNUD, Rapport mondial sur le développement humain (2002), Bruxelles, De Boeck, 2002.

OIT, base de données en ligne : <http://laborsta.ilo.org/>

Notes : ppa = en parités de pouvoir d'achat.

**Annexe 2 : Lieux d'implantation des projets : Tangail
(Bangladesh) et Hyderabad (Pakistan)**



Notes :

- 1 Les formes de la servitude étant souvent encadrées dans des relations hiérarchiques de caste, la dette n'est alors qu'une des formes de la servitude, et non la cause première ; d'où « servitude *par* dette » et non « *pour* dette ». Voir sur ce point Jean-Michel Servet, « La servitude par dette des producteurs de briques originaires du district de Bolangir (Orissa) », *Document de travail pour le Bureau International du Travail*, Institut Français de Pondichéry, juillet 2004.
- 2 Largement influencés par le concept de « capacités » développé par Amartya Sen et Martha Nussbaum depuis le milieu des années 1980, prolongée par une conception du développement comme « droit à la liberté ».
- 3 ILO, *Stopping Forced Labour, Global report under the follow-up to the ILO declaration on fundamental principles and rights at work: report of the director-general*, Geneva, ILO Editions, 2001.
- 4 Isabelle Guérin, « Portées et limites de la microfinance pour lutter contre la servitude pour dette : premières hypothèses », in Isabelle Guérin and Jean-Michel Servet (éd.), *Exclusion et liens financiers. Rapport du Centre Walras 2003*, Paris, Economica, 2003, p. 212-230. Isabelle Guérin, « Can microfinance free slaves? First hypotheses », in Isabelle Guérin and Jean-Michel Servet (éd.), *Microfinance: from daily survival to social change*, Pondicherry, FIP, 2003, p. 119-145 (*Pondy papers of social sciences* n°30).
- 5 Ce travail est basé sur des données qualitatives collectées lors de deux études de terrain (au Pakistan en octobre-novembre 2003 et au Bangladesh en décembre 2002 et en décembre 2003). Dans les trois cas, nous nous sommes appuyée sur des entretiens approfondis avec les clients et des non-clients, choisis en fonction de la diversité des profils ; des entretiens approfondis avec le personnel du projet et enfin des entretiens collectifs, tant avec les clients qu'avec le personnel.
- 6 Pakistan Institute of Labour Education and Research (PILER), *Bonded Labour in Pakistan: an Overview*, Geneva, ILO Editions, 2001.
- 7 Un exemple servira d'illustration : le frère aîné d'une famille étendue d'environ trente personnes (quatre frères et leurs enfants vivent avec leur père) est entièrement en charge du budget familial : il collecte les revenus directement auprès de l'employeur (y compris lorsque ses frères migrent temporairement ; il doit alors se déplacer chaque semaine pour collecter leur salaire et en laisse une partie auprès du

boutiquier local pour assurer les dépenses alimentaires). La migration saisonnière pour la récolte de canne à sucre est le principal mode d'épargne de la famille : l'année précédente, l'ensemble de la famille avait réussi à épargner une somme de 18 000 roupies. Ce montant a été intégralement dépensé pour construire une maison en briques au fils aîné du frère aîné, alors que ses propres frères se contentent de minuscules huttes en feuilles de palmier, dont l'aspect est réellement pitoyable.

- 8 Pratique très répandue au Bénin et dans d'autres pays d'Afrique de l'Ouest.
- 9 Officiellement l'avance est gratuite ; en pratique le grossiste procède à une sous-facturation des produits achetés.
- 10 Ici aussi, officiellement, l'avance est gratuite. En pratique, diverses méthodes permettent au *jamindar* de facturer le coût de l'avance (la plus fréquente consiste à prélever un pourcentage fixe d'une partie de la récolte).
- 11 Ici, en revanche, il ne semble pas y avoir de taux d'intérêt.
- 12 À cela il faut ajouter le coût de la dot, assumé par les parents de la jeune fille ou du jeune homme en fonction des ethnies et des religions. Le coût varie entre 8 000 et 50 000 roupies.
- 13 Sans vouloir tomber dans une vision économiciste des alliances matrimoniales, force est de constater qu'elles s'apparentent néanmoins et dans une certaine mesure à un « marché », le coût de la dot étant bel et fixé en partie en fonction du niveau de richesse de la famille du gendre ou de la belle-fille. Les personnes sont très claires sur ce point. À cela s'ajoute la réputation du futur marié(e), notamment en termes de « bonnes mœurs ».
- 14 Shehzad Noorani, « Femmes esclaves des bordels du Bangladesh », *Combat face au Sida*, n° 27, mars 2002, cf. <http://www.reseauvoltaire.net/article8926.html>, lu le 10 août 2004. Nous n'avons pas trouvé de données sur la prostitution masculine.
- 15 Bien que l'activité soit illégale, les femmes sont tenues de déclarer leur activité au commissariat local et d'acheter ce qu'elles appellent une licence. Nous n'avons pas réussi à savoir s'il s'agissait d'une procédure légale ou simplement d'un racket organisé par la police.
- 16 En août 2005, 1 € = 79,97 *taka* bangladaïsi.
- 17 Nous reprenons l'expression de Jean-Pierre Olivier de Sardan, largement développée dans son ouvrage *Anthropologie et développe-*

ment. *Essai en socio-anthropologie du changement social*, Paris / Marseille, Karthala / APAD, 1995.

- 18 *Self Employment Women Association* est une organisation syndicale indienne spécialisée dans la défense et la promotion des droits des femmes du secteur informel ; elle a progressivement développé de multiples services à ses membres, dont des services de microfinance.
- 19 Nous avons développé cette spécificité du projet plus longuement dans des publications antérieures (Guérin, 2003a, *op. cit.*, Guérin, 2003b, *op. cit.*). Voir également Patrick Daru, Erik Beemsterboer et Craig Churchill, « La servitude pour dette et la finance solidaire comme mode de lutte et de prévention. Leçons préliminaires d'un projet du Bureau international du travail en Asie du Sud », in Guérin et Servet (éds), *Exclusion et liens financiers. Rapport 2003 du Centre Walras*, Paris, Economica, 2003, pp. 183-198.
- 20 Voir notamment CGAP, « The Impact of Microfinance », *Donor Brief*, n° 13, Washington, CGAP, 2003.
- 21 Fernando Nimal, « Microfinance outreach to the poorest: a realistic objective? », *Asian development Bank. Finance for the Poor*, March 2004, vol. 5, n° 1, p. 1-5.

Guérin Isabelle.

Microfinance et lutte contre la servitude par dette : les défis de l'innovation.

In : Guérin Isabelle (ed.), Marius-Gnanou K. (ed.), Pairault T. (ed.), Servet Jean-Michel (ed.). La microfinance en Asie : entre traditions et innovations.

Paris (FRA), Paris : IRD, Karthala, 2005, p. 129-157. (Tropiques). ISSN 0971-3085